



Bureau
fédéral du Plan

Analyses et prévisions économiques

Communiqué de presse

05/09/01

Les politiques de recherche et d'innovation aujourd'hui: fondements économiques et illustration à partir d'un exemple belge

Le working paper fait le point sur le rôle de la recherche et de l'innovation dans la croissance et sur les besoins d'une intervention publique dans un domaine où pouvoirs publics et secteur privé ont coutume de mener des activités parallèles, voire même de plus en plus souvent conjointes.

L'innovation, un élément clé de la croissance

Un accroissement de la valeur ajoutée peut être obtenu en augmentant le volume des facteurs de production (plus de capital, plus de travail), et/ou en augmentant la productivité de ces facteurs de production. Chacun des deux facteurs de production peut connaître une augmentation de sa productivité par exemple, liée à une incorporation de progrès technique dans les biens d'équipement, ou à une plus grande qualification de la main d'oeuvre. Parallèlement, une amélioration de la productivité peut venir d'une meilleure utilisation conjointe des facteurs travail et capital (c'est ce qu'on appelle généralement "productivité multifactorielle" (MFP)). Pour la plupart des pays de l'OCDE au cours des années 90, l'accroissement de la productivité conjointe des facteurs de production a été de l'ordre de 1% par an. C'est essentiellement à travers ce dernier terme que l'on capte les effets de l'innovation et du progrès technique sur la croissance, eux-mêmes déterminés en partie par les activités de recherche et développement (R&D), de transfert et de diffusion des innovations, etc.

L'analyse des sources de la croissance dans les pays de l'OCDE au cours de ces dix dernières années, montre que, dans les pays connaissant une croissance élevée (Etats-Unis, certains pays scandinaves), la productivité multifactorielle augmente généralement plus qu'ailleurs. Une hypothèse aujourd'hui formulée est que cet accroissement rapide soit le résultat d'une diffusion plus large des nouvelles technologies de l'information dans ces pays et du développement d'une forte capacité d'innovation. En Belgique, au contraire, selon les données disponibles, le rythme de croissance de la productivité conjointe des facteurs s'affaiblit et atteint un des niveaux les plus bas au sein de l'OCDE. Dans la mesure où cet élément reflète la contribution de l'innovation à la croissance, les évolutions observées suscitent des interrogations sur la capacité de la Belgique à atteindre, toutes autres choses restant égales par ailleurs, des taux de croissance aussi élevés que les pays les plus dynamiques.

Les capacités d'innovation dépendent en partie de l'intervention des pouvoirs publics

Dans un contexte où le cycle de vie d'un produit tend à se raccourcir et où le maintien d'une position compétitive exige d'introduire des produits nouveaux de plus en plus fréquemment, la capacité d'innovation joue pourtant un rôle de plus en plus important au plan micro-économique et au plan macro-économique. L'innovation au sein de la firme peut être importée ou être alimentée par des réseaux locaux d'innovation. En Belgique, la présence de nombreuses institutions de recherche incite à développer davantage ces réseaux locaux auxquels peuvent contribuer largement les pouvoirs publics.

L'intervention des pouvoirs publics dans le domaine de la recherche et développement est justifiée par la théorie économique, d'une part en raison de l'impact positif que les activités de R&D peuvent avoir sur l'ensemble des acteurs (externalités positives) et d'autre part pour supporter une partie du risque élevé attaché à ce type de projets. La contribution publique doit permettre d'accroître le niveau de R&D au sein de l'économie (soit par le secteur privé, soit par le secteur public) et l'exploitation de ses résultats, d'améliorer les canaux de transfert et de diffusion des nouvelles technologies et de l'innovation (notamment pour amplifier les externalités), de réduire le risque supporté par le secteur privé, de relever les qualifications de la main d'oeuvre.

Vers une amélioration du système d'innovation en Belgique

L'analyse des indicateurs relatifs aux activités de R&D et d'innovation en Belgique (qui malheureusement ne permettent pas de saisir la situation d'aujourd'hui mais bien celle d'il y a quatre ans) met en évidence les faiblesses du système d'innovation belge: une intensité des dépenses de R&D plus faible que chez les voisins, un niveau bas de dépenses publiques de R&D, des réseaux d'innovation peu développés, une moins grande diffusion des externalités, un faible nombre de scientifiques.

Cette situation observée au cours de la seconde moitié des années 90, est sans doute déjà dépassée si on en juge par les importants efforts des trois régions du pays pour renforcer et améliorer les systèmes d'innovation régionaux. Le WP examine spécifiquement les initiatives prises à ce niveau en Wallonie. Les programmes entrepris au cours des deux dernières années y ont permis d'accroître les moyens publics ciblés vers les activités de recherche industrielle de base, de réorienter ces moyens vers des domaines clés pour la région, de faciliter l'exploitation des résultats de recherche, en particulier universitaire, de stimuler les réseaux et la collaboration entre les acteurs régionaux et d'améliorer la diffusion de l'innovation en rendant plus visible le know how technologique et scientifique.

M. van Overbeke, Les politiques de recherche et d'innovation aujourd'hui: fondements économiques et illustration à partir d'un exemple belge, Working Paper 5-01, juillet 2001. Diffusé sur le site <http://www.plan.be>.

Pour des informations complémentaires veuillez contacter Mary van Overbeke: mvo@plan.be; tel 02 507 74 30.